

# Le VIH/sida et le développement

Juin 2006



1 Nicholas Street, Suite 726, Ottawa (ON) K1N 7B7  
Telephone: (613) 233 7440 • Fax: (613) 233 8361  
E-mail: [info@icad-cisd.com](mailto:info@icad-cisd.com) • Website: [www.icad-cisd.com](http://www.icad-cisd.com)

## Contexte

Trois décennies après son émergence, la pandémie du VIH/sida n'est plus qu'un simple défi de santé : elle constitue désormais une grave menace au développement durable. Le VIH/sida affecte principalement des personnes d'âge productif; il érode les capacités humaines et institutionnelles et menace la productivité de sociétés entières, laissant à eux-mêmes les enfants et les aînés. Plusieurs pays en développement dont les indicateurs étaient positifs, avant l'épidémie, affichent aujourd'hui une espérance de vie dramatiquement faible – moins de 40 ans, dans les régions les plus durement frappées.

Le VIH/sida est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté; ce cycle complexe requiert des stratégies multisectorielles à court et à long terme. L'impact du VIH/sida sur les capacités humaines et institutionnelles se répercute sur l'économie, la main-d'œuvre, les filets de sécurité sociale formels et informels, les systèmes de santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, au palier national et jusque dans les ménages.

Vu son vaste impact, le VIH/sida est le plus important obstacle à l'atteinte (d'ici 2015) des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui visent à éliminer la pauvreté extrême et la faim, à assurer l'éducation, à promouvoir l'égalité des sexes, à améliorer la santé et réduire le fardeau de la maladie, à protéger l'environnement et à renforcer le partenariat mondial.

## Impact économique

La perte de capital humain liée au VIH/sida a des répercussions sur les plans microéconomique (ménages) et macroéconomique (pays). Au niveau « micro », la perte de potentiel de génération de revenu et la diversion des épargnes vers les dépenses en soins de santé et en funérailles entraînent un énorme fardeau pour les familles. Trop souvent, les enfants (en particulier les filles) sont forcés d'abandonner l'école pour trouver un gagne-pain, s'acquitter de tâches domestiques ou prendre soin de proches malades ou de leurs frères et sœurs plus jeunes. Sans éducation, ils s'exposent au cycle de la dette, à l'exploitation et à

d'autres menaces qui accroissent la vulnérabilité au VIH.

Au niveau « macro », le VIH/sida tend à ralentir la croissance économique. Cela compromet non seulement la création d'emplois et la qualité de vie, mais aussi les ressources gouvernementales – ce qui réduit la capacité des États de réagir efficacement à l'épidémie. Les économies nationales sont aussi affectées par une baisse de productivité due à la perte de capital humain, en particulier dans des domaines clés comme l'agriculture et l'industrie minière.

Les effets de la mondialisation – notamment les barrières commerciales (tarifs douaniers élevés, subventions à l'agriculture), dans les pays industrialisés – rendent l'exportation difficile pour les pays en développement. Cela confronte aussi les petits agriculteurs (dont la subsistance dépend souvent de la vente de surplus de production) à la concurrence de produits importés, moins chers.

## Impact sur la main-d'œuvre

La morbidité et la mortalité liées au VIH/sida touchent particulièrement les travailleurs les plus productifs de la société (qualifiés ou non). Il en résulte des coûts considérables liés à l'absentéisme, au recrutement et au remplacement d'employés, aux soins de santé et à la baisse de productivité due à une perte de ressources humaines. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'en l'absence soutenue de traitements anti-VIH/sida, 17 des pays les moins avancés (PMA) auront perdu plus de 10 % de leur main-d'œuvre, d'ici 2010; cinq en auront perdu plus de 20 %. À mesure que les travailleurs affectés par le VIH/sida sont remplacés par de plus jeunes, la qualité de la main-d'œuvre se dégrade aussi.

## Impact sur les systèmes d'éducation, de la santé et des services sociaux

Dans les pays les plus durement frappés, le secteur de la santé est incapable de répondre à l'explosion de la demande en services de santé, exacerbée par la perte simultanée de professionnels de la santé (due au VIH/sida ou à la migration). L'accès aux antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH/sida est piètre

dans la plupart des pays en développement; même si des médicaments étaient disponibles, les infrastructures de santé actuelles ne suffiraient pas à en gérer efficacement la demande. En voie d'épuisement, le secteur de la santé est confronté à un déclin dans la fourniture et la qualité des soins de santé formels et informels. Là où les systèmes de santé sont les plus éprouvés, la rémunération du personnel est faible, les heures de travail sont longues et les incitatifs à demeurer dans le milieu sont rares. L'exode des cerveaux – la migration des professionnels vers d'autres pays ou vers le secteur privé, où les incitatifs financiers et autres sont plus attrayants, et le travail, moins lourd – contribue à fragiliser davantage les systèmes de santé. Les ressources communautaires sont durement éprouvées, alors que des membres de la communauté et des familles élargies s'efforcent de pallier aux lacunes du système de santé. Des taux de VIH croissants ne feront qu'exacerber les défis.

Le secteur de l'éducation est également dévasté par le VIH/sida. Bien que l'éducation soit un puissant outil de lutte contre l'épidémie, les bassins d'enseignants et d'administrateurs s'épuisent en raison de la maladie et des décès liés au VIH/sida. Pour réduire les dépenses ménagères, les familles affectées par le VIH/sida sont souvent forcées de retirer les enfants (surtout les filles) de l'école, pour s'occuper de proches ou participer à des activités génératrices de revenus. Sans filet de sécurité sociale, les enfants qui perdent leurs parents à cause du sida n'ont souvent d'autre choix que d'abandonner l'école.

Dans les pays où la prévalence du VIH est élevée, les défis pour les filets de sécurité sociale formels et les systèmes de sécurité sociale et de bien-être social sont semblables à ceux du secteur de la santé et de l'éducation. Devant un nombre croissant d'enfants et de familles vulnérables, il est impossible de fournir des services et du soutien à tous ceux qui en ont besoin. Dans les régions où les normes et les valeurs sociales entraînent des déséquilibres de pouvoir et des inégalités entre les sexes, les femmes n'ont souvent pas accès aux services et ressources pour réagir à l'impact du VIH/sida. Les populations marginalisées et les personnes pauvres se heurtent aussi à des obstacles dans l'accès aux services et ressources; elles sont donc affectées de façon disproportionnée par le VIH/sida. Les inégalités entre les sexes, la discrimination et les violations de droits humains catalysent l'épidémie de VIH/sida, ce qui a pour effet d'accentuer les divisions sociales.

### Impact sur la sécurité alimentaire

L'agriculture joue un rôle clé dans l'économie nationale de plusieurs pays en développement : elle génère des

emplois, des revenus d'exportation et des matières premières, en plus d'aider à soutenir la sécurité alimentaire nationale. Dans les pays les plus durement frappés par le VIH/sida, l'agriculture est la principale source de subsistance de jusqu'à 80 % de la population. La diminution de la main-d'œuvre agricole a donc un impact significatif à l'échelle nationale. L'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que d'ici 2020, la plupart des pays du Sud de l'Afrique auront perdu 20 % ou plus de leurs travailleurs agricoles en raison du VIH/sida. Certains agriculteurs réagissent à la perte de main-d'œuvre qualifiée en réduisant la variété de leurs cultures et en délaissant les cultures de marché et/ou hautement nutritives au profit de cultures moins exigeantes (comme les plantes racines) – qui grandissent plus vite mais sont moins nutritives et profitables. Cela a des conséquences dévastatrices, car les agriculteurs dépendent des profits excédentaires de leurs cultures pour subsister.

Les agriculteurs de subsistance sont aussi affectés : en cas de maladie ou de décès lié au VIH/sida, les ménages touchés pourraient être incapables de maintenir le rendement de leurs cultures de subsistance. Par ailleurs, les pertes de revenus et les fonds détournés vers les dépenses en soins de santé et en funérailles laissent très peu de place à l'achat d'aliments nutritifs – ce qui compromet d'autant plus la sécurité alimentaire.

### Un avenir fragile

Depuis l'avènement des premiers cas de sida, il y a 25 ans, nous avons acquis de précieuses connaissances sur la prévention et le traitement du VIH/sida, mobilisé des ressources financières et techniques, et rallié progressivement des leaders politiques. Malheureusement, les acteurs mondiaux ont jusqu'ici échoué à s'unir pour répondre efficacement au VIH/sida et voir aux progrès du développement mondial. Le manque de volonté politique et de compassion humaine nous empêche de vaincre cette maladie évitable. Nous avons les moyens de renverser l'épidémie; les décisions que nous prenons aujourd'hui détermineront la capacité des générations futures de vivre sans le lourd fardeau du VIH/sida.

*La mission de la CISD est de réduire la propagation du VIH et l'impact du VIH/sida dans les communautés et pays pauvres en ressources, en apportant son leadership et sa contribution active à la réponse canadienne et internationale. Ce document a été préparé grâce au financement de l'Agence de santé publique du Canada. Les opinions exprimées par les auteurs et chercheurs ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Agence de santé publique du Canada. This document is also available in English.*